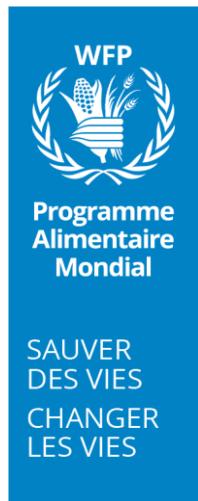


Évaluation du plan stratégique pays du PAM République centrafricaine 2023-2027

Termes de référence de l'évaluation centralisée



Décembre 2025

Table de matières

Évaluation du plan stratégique pays du PAM République centrafricaine 2023-2027.....	1
Liste des figures	3
Liste des tableaux.....	3
1. Introduction.....	1
2. Raisons de l'évaluation	1
2.1 Justification	1
2.2 Objectifs.....	1
2.3 Principales parties prenantes	1
3. Contexte et sujet de l'évaluation	2
3.1 Défis humanitaires et de développement en République centrafricaine.....	2
3.2 Sujet de l'évaluation	6
4. Portée, critères et questions de l'évaluation.....	12
5. Approche méthodologique et considérations éthiques	14
5.1 Aperçu de l'approche méthodologique	14
5.2 Cadre conceptuel et analytique	15
5.3 Méthodes de collecte et d'analyse des données	15
5.4 Évaluabilité : considérations préliminaires.....	17
5.5 Normes et principes éthiques et utilisation des outils d'intelligence artificielle (IA)	18
5.6 Dispositif d'assurance qualité	19
6. Organisation de l'évaluation.....	19
6.1 Phases et livrables	19
6.2 Composition et profil de l'équipe d'évaluation	20
6.3 Rôles et responsabilités.....	21
6.4 Considérations en matière de sécurité	22
6.5 Communication	22
6.6 Offre technique et financière	22
Annexe 1 : Présence du PAM en République centrafricaine	24
Annexe 2 : Aperçu des effets directs stratégiques et des activités	25
Annexe 3 : Aperçu de la disponibilité des données sur les indicateurs du PSP.....	27
Annexe 4 : Liste des sigles utilisés dans le document.....	31

Liste des figures

Figure 1: L'insécurité alimentaire aiguë actuelle : septembre 2023 – mars 2024 (gauche) ; septembre 2025 – mars 2026 (droite)	4
Figure 2: Tendance des financements humanitaires globaux et de la part allouée au PAM	6
Figure 3: Comparaison des PSP successifs pour la République centrafricaine, 2018 – 2027	7
Figure 4 : Principales sources de financement du PSP.....	10
Figure 5 : Bénéficiaires prévus et effectifs du PSP	10
Figure 6 : Bénéficiaires prévus et effectifs du PSP, par modalité d'intervention	11
Figure 7 : Bénéficiaires prévus et atteints du PSP, par domaine programmatique.....	11

Liste des tableaux

Tableau 1: Aperçu de la situation financière cumulative du PSP	9
Tableau 2: Questions et sous-questions de l'évaluation.....	12
Tableau 3: Synthèse de la chronologie et principaux jalons de l'évaluation	19
Tableau 4 : Synthèse de l'équipe d'évaluation et des domaines d'expertise requis.....	21

1. Introduction

1. Les présents termes de référence ont été élaborés par le Bureau de l'évaluation du PAM (Office of Evaluation, OEV), sur la base d'un examen préliminaire de la documentation disponible et d'une consultation avec le Bureau de pays du **PAM en République centrafricaine**. L'objectif de ce document est de fournir aux parties prenantes des informations essentielles sur l'évaluation, d'orienter la sélection et les activités de l'équipe d'évaluation, et de préciser les attentes pour chaque phase du processus d'évaluation.

2. La structure de ces termes de référence est la suivante : après cette introduction, la deuxième partie présentera la justification de l'évaluation, ses objectifs, les parties prenantes concernées ainsi que ses principaux utilisateurs. La troisième partie décrira le contexte et le portefeuille du PAM. La quatrième partie définira la portée, les critères et les questions de l'évaluation. La cinquième exposera l'approche méthodologique proposée à l'attention de l'équipe d'évaluation, ainsi que les considérations éthiques. Enfin, la sixième partie précisera les modalités d'organisation de l'évaluation.

2. Raisons de l'évaluation

2.1 Justification

3. Les évaluations des plans stratégiques des pays (PSP) sont réalisées conformément à la politique du PAM relative aux plans stratégiques de pays (2016) ainsi qu'à la politique d'évaluation du PAM (2022).

4. **L'évaluation du PSP offrira au bureau de pays de la République centrafricaine** l'opportunité de bénéficier d'**une analyse indépendante de ses réalisations**, dans un contexte opérationnel complexe et en constante évolution. Elle permettra également de **générer des éléments probants pour éclairer la conception du prochain Plan stratégique de pays**, dont l'approbation par le **Conseil d'administration** est prévue pour novembre 2027.

2.2 Objectifs

5. Les évaluations poursuivent un double objectif : **garantir la redevabilité et favoriser l'apprentissage**. À ce titre, la présente évaluation visera à générer des données probantes et des enseignements sur la performance du PAM, afin d'éclairer les décisions stratégiques au niveau national. Elle contribuera notamment à identifier les domaines où les effets peuvent être optimisés en fonction des ressources disponibles, à analyser la pertinence des approches mises en œuvre, et à apprécier les résultats obtenus dans un contexte opérationnel complexe. Ces éléments guideront l'engagement futur du PAM en République centrafricaine et appuieront l'élaboration du prochain plan stratégique de pays. Par ailleurs, l'évaluation répondra à l'obligation de reddition de comptes concernant les résultats, envers les parties prenantes du PAM. Finalement, de façon indirecte, cette évaluation pourra nourrir les consultations durant la mise à jour du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD).

2.3 Principales parties prenantes

6. L'évaluation mobilisera un large éventail de parties prenantes internes et externes du PAM, offrant une opportunité d'apprentissage aux niveaux national, régional et organisationnel.

7. En République centrafricaine, les principales parties prenantes incluent le Bureau de pays du PAM et ses unités techniques, le Gouvernement centrafricain (notamment les ministères en charge de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture, de l'Action humanitaire, de la Protection sociale, de l'Économie, du Plan et de la Coopération, ainsi que des Finances), ainsi que des entités telles que le Comité technique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition, la Direction nationale de l'alimentation scolaire / Cellule de gestion des cantines scolaires (DNAS/CGAS), la Primature et les autorités locales.

8. Les bénéficiaires des interventions du PAM seront directement consultés. Il s'agit notamment des enfants, femmes, hommes, ménages, leaders communautaires, agents de santé, enseignants, groupes d'agriculteurs, coopératives et comités scolaires.

9. Les partenaires coopérants et nationaux comprendront les ONG locales et internationales, les organisations communautaires, les centres de recherche et l'Université de Bangui.

10. Les bailleurs de fonds et partenaires bilatéraux seront associés en tant que contributeurs financiers et stratégiques. L'équipe des Nations Unies, incluant l'UNICEF, la FAO, le PNUD, l'OMS, l'ONUSIDA, l'OIM, le HCR, l'ONU Femmes, le FNUAP et le Bureau du Coordonnateur résident, participera également au processus.

11. Enfin, le bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACARO), les divisions techniques au siège et le Conseil d'administration porteront un intérêt aux résultats de l'évaluation.

12. La liste des parties prenantes sera finalisée lors de la phase de cadrage. Les acteurs sélectionnés seront consultés à travers des entretiens, des groupes de discussion et un atelier des parties prenantes en fin de phase de rapportage.

3. Contexte et sujet de l'évaluation

3.1 Défis humanitaires et de développement en République centrafricaine

Pauvreté et inégalités

13. **La République centrafricaine fait face à des défis structurels majeurs qui freinent les progrès vers un développement durable et inclusif.** Avec un indice de développement humain (IDH) de 0,414 en 2023, le pays se situe au 190^e rang mondial,¹ reflétant des niveaux de pauvreté et de vulnérabilité particulièrement élevés. Environ 71,6 pour cent de la population vit avec moins de 3 dollars par jour,² ce qui souligne l'ampleur des besoins socio-économiques. Les disparités régionales demeurent marquées, notamment dans les préfectures du nord et de l'est, où l'insécurité persistante limite l'accès aux services essentiels et entrave les activités économiques³. Les inégalités de genre sont particulièrement marquées, affectant l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services sociaux.

Cadre humanitaire

14. En 2025, la République centrafricaine demeure confrontée à **une crise humanitaire prolongée, avec près de 54 pour cent de la population totale nécessitant une assistance urgente**⁴. Bien que certaines zones aient enregistré des améliorations en matière de sécurité, d'autres restent marquées par des dynamiques d'instabilité et des déplacements de population. Ces facteurs contribuent à une vulnérabilité accrue des communautés et à une pression soutenue sur les capacités de réponse humanitaire.

15. Au 30 avril 2025, **plus de 1,1 million de Centrafricains étaient encore déplacés, dont environ 442 700 à l'intérieur du pays.** Bien que le nombre total ait diminué de près de 150 000 par rapport à 2024,⁵

¹ PNUD. 2023. *Rapport sur le développement humain* : [Country Insights | Human Development Reports](#) consulté le 26 septembre 2025.

² Banque mondiale. 2022. Données sur la République centrafricaine : <https://data.worldbank.org/country/central-african-republic> consulté le 8 septembre 2025.

³ [RCA : l'insécurité persiste dans certaines régions malgré les efforts des autorités, note un expert de l'ONU | ONU Info](#)

⁴ OCHA. 2024. *Plan de réponse humanitaire – République centrafricaine 2025*, : [République centrafricaine : Besoins humanitaires et plan de réponse 2025 \(décembre 2024\) - Central African Republic | ReliefWeb](#) consulté le 26 septembre 2025.

⁵ UNHCR. 2025. *Displacement Trends in West and Central Africa*: [Document - REGIONAL TRENDS: FORCED DISPLACEMENT IN WEST AND CENTRAL AFRICA IN 2025](#)

en partie grâce à une hausse des retours volontaires, les déplacements prolongés continuent d'affecter la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la stabilité des zones d'accueil. En 2025, **la République centrafricaine accueille 53 638 réfugiés et demandeurs d'asile, majoritairement originaires du Soudan, de la RDC, du Tchad et du Soudan du Sud⁶, principalement installés dans les préfectures du Nord, du Sud-Est et de l'Est.** Ces flux migratoires exercent une pression significative sur les ressources locales, les services sociaux et les moyens d'existence des communautés hôtes. Les tensions liées à l'accès à la terre, à l'eau, à l'alimentation et à la protection soulignent la nécessité d'une approche intégrée visant à renforcer la cohésion sociale et à soutenir les efforts de stabilisation.⁷

16. En 2025, **l'accès humanitaire en République centrafricaine demeure fortement entravé par l'insécurité persistante, la présence de groupes armés non étatiques et la dégradation des infrastructures.** Les préfectures du Nord-Est, du Sud-Est et de l'Ouest sont particulièrement affectées par des restrictions de mouvement et des incidents sécuritaires récurrents⁸. En outre, les conditions logistiques sont extrêmement difficiles. Le réseau routier national ne compte que 3 pour cent de routes goudronnées. La majorité des voies sont des pistes en terre qui deviennent impraticables pendant la saison des pluies, longue de huit mois, rendant de nombreuses zones difficiles d'accès.⁹

Agriculture

17. **L'agriculture emploie environ 75 pour cent de la population, en particulier les femmes, et constitue un levier essentiel pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté¹⁰. Elle repose principalement sur de petites exploitations vivrières, avec un accès limité aux intrants, aux marchés et aux infrastructures agricoles¹¹.** Les conflits prolongés et les déplacements ont perturbé les cycles agricoles et dégradé les actifs productifs, notamment dans les régions du nord et de l'est¹².

18. Les petits exploitants sont les principaux acteurs du secteur, mais font face à des contraintes structurelles : l'utilisation réduite d'intrants agricoles, liée à la hausse des prix du carburant et des engrains, a affecté les rendements¹³. Les femmes, bien qu'au cœur de la production agricole, rencontrent des obstacles persistants en matière d'accès à la terre et à la gouvernance foncière¹⁴. La pression sur les ressources naturelles s'intensifie dans les zones accueillant plusieurs personnes déplacées internes, exacerbant les tensions autour de l'accès à la terre et à l'eau¹⁵.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

19. **L'analyse Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) révèle une insécurité alimentaire aiguë persistante en République centrafricaine, avec des fluctuations saisonnières marquées.** Les périodes de soudure (avril-août) présentent systématiquement des taux plus élevés de population en Phase 3 (Crise) ou Phase 4 (Urgence), atteignant jusqu'à 34 pour cent de la population analysée

⁶ UNHCR. 2025. Country – Central African Republic, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés <https://data.unhcr.org/en/country/caf?deliveryName=DM203158> Consulté le 26 septembre 2025.

⁷ [République centrafricaine 2025 - Plan de réponse humanitaire - En un clin d'oeil | OCHA](#)

⁸ OCHA. 2025. Tableau de bord humanitaire RCA, janvier–juin 2025 : [République centrafricaine : Tableau de bord humanitaire \(janvier - juin 2025\) | OCHA](#)

⁹ Logistafrica (2025). *Central African Republic: Roads, Bridges, and Ferries to Protect Civilians and Support Local Development*,: <https://logistafrica.com/en/logistic/central-african-republic-roads-bridges-and-ferries-to-protect-civilians-and-support-local-development/>

¹⁰ Banque Mondiale. 2023. – *Revitalizing Agriculture in CAR* [Central African Republic Can Lift Millions Out of Poverty by Revitalizing its Agricultural Sector: World Bank Report](#)

¹¹ FAO – GIEWS. 2025. Country Brief on CAR (2025): [FAO GIEWS Country Brief on Central African Republic -](#)

¹² OCHA. 2024. *République centrafricaine : Plan de réponse humanitaire 2025*: [République centrafricaine : Plan de réponse humanitaire 2025 - Central African Republic | ReliefWeb](#)

¹³ FAO. 2022. *Impact of Input Prices on Smallholders* : [Microsoft Word - Central African Republic](#)

¹⁴ UN Women. 2022. *Gender-Responsive Land Governance in CAR*: [EN Women in Climate Resilient Agriculture in WCA 0.pdf](#)

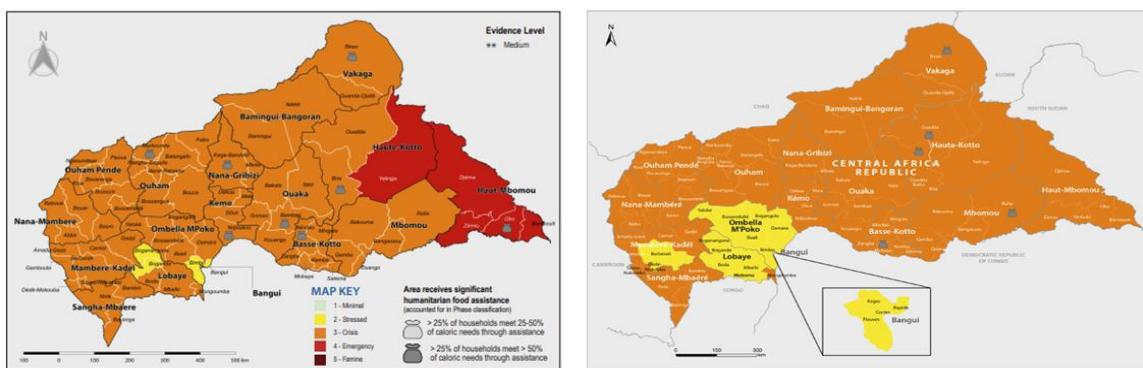
¹⁵ UNHCR. 2025. *Displacement Trends in West and Central Africa*: [Document - REGIONAL TRENDS: FORCED DISPLACEMENT IN WEST AND CENTRAL AFRICA IN 2025](#)

en avril-août 2025. À l'inverse, les périodes post-récolte (septembre-mars) montrent une amélioration relative, avec une projection de 28 pour cent en Phase 3+ pour septembre 2025-mars 2026.

20. **Le nombre de personnes en Phase 4 (Urgence) a diminué de manière significative au cours des dernières années.** Il est passé de 753 979 (16 pour cent) en mai-août 2020 à 13 pour cent en avril-août 2022, à 481 000 (7 pour cent) en avril-août 2025. La récente analyse de la sécurité alimentaire pour septembre 2025 – mars 2026 indique une nouvelle baisse à 269 000 personnes (4 pour cent¹⁶). Cette tendance suggère une amélioration progressive, **mais fragile, qui reste fortement tributaire des conditions agroclimatiques, de la sécurité des zones rurales, et de la continuité des interventions humanitaires et de résilience**¹⁷.

21. L'insécurité alimentaire aiguë reste très élevée en République centrafricaine, avec **environ un tiers de la population** en situation de crise humanitaire nécessitant une assistance urgente. Entre **septembre 2023 et mars 2024**, près de 2 millions de personnes (33 pour cent) étaient en **Phase 3+ (Crise ou pire)**, tandis que les projections pour **septembre 2025 à mars 2026** indiquent une situation toujours grave, avec 1,92 million de personnes (29 pour cent) en **Phase 3+**. Les zones les plus touchées se concentrent dans le nord, le nord-est et le centre du pays, où persistent **inaccessibilité, conflits armés, faibles récoltes et perturbations des chaînes d'approvisionnement**.¹⁸

Figure 1: L'insécurité alimentaire aiguë : septembre 2023 – mars 2024 (gauche) ; septembre 2025 – mars 2026 (droite)



Source : Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire. Accédé le 29.10.2025

¹⁶ Integrated Food Security Phase Classification (IPC). 2025. [Central African Republic: Acute Food Insecurity Situation for September 2025 - March 2026 and Projection for April - August 2026 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_CAR_Acute_Food_Insecurity_Situation_for_September_2025 - March_2026_and_Projection_for_April - August_2026 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification)

¹⁷ Integrated Food Security Phase Classification (IPC). 2025. [République Centrafricaine : Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë, avril 2025 – mars 2026 :](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_CAR_Acute_Food_Insecurity_Situation_for_September_2025 - March_2026_and_Projection_for_April - August_2026 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification)

https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_CAR_Acute_Food_Insecurity_Situation_for_September_2025 - March_2026_and_Projection_for_April - August_2026 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification Consulté le 26 septembre 2025

¹⁸ Integrated Food Security Phase Classification (IPC). [Central African Republic: Acute Food Insecurity Situation for September 2025 - March 2026 and Projection for April - August 2026 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_CAR_Acute_Food_Insecurity_Situation_for_September_2025 - March_2026_and_Projection_for_April - August_2026 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification)

22. **Les projections de l'IPC révèlent une détérioration marquée de la situation nutritionnelle en République centrafricaine, avec une augmentation significative du nombre d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes souffrant ou risquant de souffrir de malnutrition aiguë.** Entre septembre 2023 et août 2024, environ 177 000 enfants (6-59 mois) et 162 000 femmes enceintes et allaitantes souffraient ou risquaient de souffrir de la malnutrition aiguë.¹⁹ Pour mars 2025-février 2026, le nombre d'enfants grimpe à 228 400 (+30 pour cent). Ce chiffre grimpe à plus de 228 400 enfants pour la période de mars 2025 à février 2026, soit une augmentation de 30 pour cent par rapport à la même période en 2023. Les cas de malnutrition aiguë sévère passent de 45 000 (septembre 2023-août 2024) à 61 500 (mars 2025-février 2026), soit une augmentation de 37 pour cent), confirmant **une tendance à la hausse.**²⁰

23. La République centrafricaine présente l'un des niveaux de **malnutrition chronique** les plus élevés au monde, avec 39,8 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrant de **retard de croissance**²¹, un indicateur de déficiences nutritionnelles persistantes et de conditions de vie structurellement précaires. Ces niveaux élevés sont étroitement liés à des carences en micronutriments, notamment une prévalence d'anémie de 46,8 pour cent chez les femmes en âge de procréer²², ainsi qu'à des insuffisances durables dans la qualité et la diversité alimentaire, comme le documente la base de données de l'OMS sur les micronutriments²³.

Accès à l'éducation

24. L'éducation en République centrafricaine face à des défis majeurs liés à l'insécurité, aux déplacements de population et aux faibles investissements publics²⁴. Selon les données du Cadre de résultats du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) publiées en 2024, **26 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés, et le taux d'achèvement du cycle primaire n'atteint que 27 pour cent**²⁵. Ces indicateurs traduisent les obstacles persistants à l'accès et à la rétention scolaire.

Référentiels stratégiques pertinents pour les opérations du PAM en République centrafricaine

25. Le Plan stratégique de pays du PAM 2023-2027 s'inscrit dans un ensemble de cadres nationaux et internationaux qui ont été conçus pour orienter ses actions en République centrafricaine. Ces documents incluent le Plan national de développement (2024-2028), le Plan de relèvement et de consolidation de la paix (2017-2021, prolongé jusqu'en 2023), le Cadre de coopération des Nations Unies (2023-2027), le Plan national d'investissement agricole (2014-2020, toujours utilisé), la Politique nutrition (2020-2030) et le Plan de réponse humanitaire (actualisé annuellement), le Plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et

¹⁹ Integrated Food Security Phase Classification (IPC). 2025. *Analyse par pays de l'IPC*. Rome : Unité de soutien mondial de l'IPC: <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/en/> (consulté le 29 septembre 2025).

²⁰ Integrated Food Security Phase Classification (IPC). 2025. *Analyse par pays de l'IPC*. Rome : Unité de soutien mondial de l'IPC. Disponible sur : <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/en/>

²¹ Global Nutrition Report – Central African Republic Profile. 2022. Données 2022 sur le retard de croissance (39,8 %) : <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/middle-africa/central-african-republic/> (consulté le 18 décembre 2025).

²² SUN Movement (2023). *Central African Republic takes steps to revitalize nutrition plans*. Anémie chez 46,8 % des femmes de 15-49 ans : <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/central-african-republic-takes-steps-revitalize-nutrition-plans> (consulté le 18 décembre 2025).

²³ WHO Micronutrients Database. 2025. *Central African Republic*. Données sur les carences en micronutriments et indicateurs nutritionnels nationaux : <https://platform.who.int/nutrition/micronutrients-database/country-profiles/country-details/micronutrients/central-african-republic>

²⁴ GPE (2024). *Données du Cadre de résultats GPE 2025 – République centrafricaine*. Disponible sur : <https://www.globalpartnership.org/fr/node/document/download?file=document/file/2024-12-donnees-cadre-resultats-gpe-2025-republique-centrafricaine.pdf> (consulté le 29 septembre 2025).

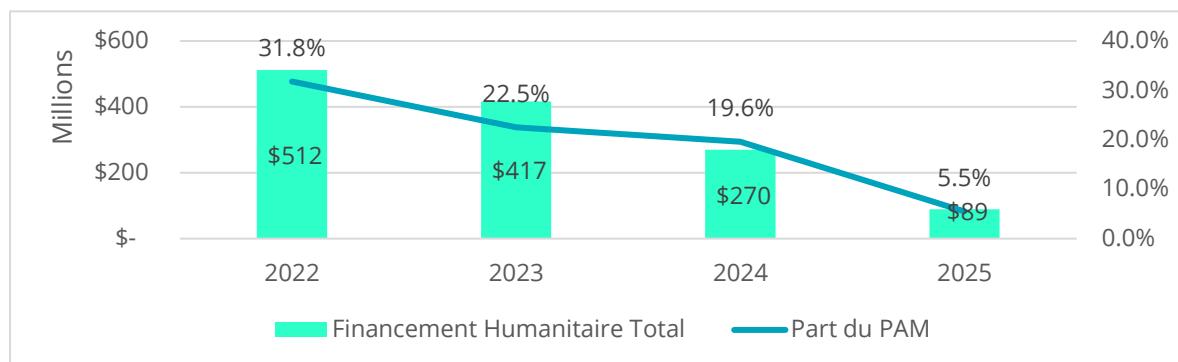
²⁵ GPE (2024). *Données du Cadre de résultats GPE 2025 – République centrafricaine*. Disponible sur : <https://www.globalpartnership.org/fr/node/document/download?file=document/file/2024-12-donnees-cadre-resultats-gpe-2025-republique-centrafricaine.pdf> (consulté le 29 septembre 2025).

de nutrition (2025-2029), la Politique nationale de protection sociale (2024-2028), et la Stratégie nationale d'alimentation scolaire à base de produits locaux.

Aide internationale

26. **Financements humanitaires : Depuis 2023, le financement humanitaire global a commencé à se contracter** : en 2025, seuls 3,3 millions USD ont été mobilisés au premier trimestre, soit 3,4 pour cent des besoins annuels estimés à 96 millions USD requis pour atteindre les 1,8 million de personnes ciblées par le Plan de réponse humanitaire²⁶. Ce niveau de financement représente une réduction de 50 pour cent par rapport à la même période en 2024. On remarque également une **réduction significative de la part attribuée au PAM, qui a diminué d'environ 38,4 pourcent entre 2022 et 2024** en termes relatifs, passant de 31,8 pour cent à 19,6 pour cent.

Figure 2: Tendance des financements humanitaires globaux et de la part allouée au PAM



Source : OCHA.Financial Tracking Service. Données extraites le 1er octobre 2025.

3.2 Sujet de l'évaluation

Aperçu programmatique et opérationnel

27. Le [Plan stratégique de pays \(PSP\) – République centrafricaine \(2023-2027\)](#) a été élaboré dans le but de répondre en priorité aux situations de crise, tout en amorçant une transition vers une approche plus durable. Dans cette perspective, le PAM a cherché à mettre en place une stratégie à long terme visant à renforcer les synergies entre l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix.

28. Le PSP vise à soutenir les efforts du gouvernement centrafricain pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 2 – Faim Zéro – en mettant en œuvre des interventions multisectorielles dans les domaines de l'assistance alimentaire, de la nutrition, de la résilience, du renforcement des capacités institutionnelles et des services logistiques.

29. Le PSP 2023-2027 marque une évolution stratégique majeure par rapport au Plan stratégique de pays provisoire (PSPP) 2018-2022, principalement axé sur la réponse humanitaire. Le nouveau PSP vise à adopter une approche intégrée fondée sur le nexus humanitaire-développement-paix, avec pour ambition de réduire progressivement la dépendance à l'assistance d'urgence. Cette transition se reflète notamment dans l'orientation budgétaire du PSP 2023-2027, avec une part estimée des ressources allouées aux interventions en réponse aux crises passant de 80 pour cent lors de la conception à un objectif de 60 pour

²⁶ (OCHA). 2025. *Assistance en espèces en RCA – janvier à mars 2025*, OCHA, publié en avril 2025

<https://www.unocha.org/publications/report/central-african-republic/central-african-republic-cash-and-voucher-assistance-snapshot-cva-1-january-31-march-2025>

cent à la fin de sa mise en œuvre.

Figure 3: Comparaison des PSP successifs pour la République centrafricaine, 2018 – 2027



30. Les recommandations issues de l'évaluation du PSPP 2018–2022 ont été l'une des sources ayant contribué à informer l'élaboration du PSP 2023–2027. Ces recommandations sont les suivantes :

- *Recommandation 1.* Réduire le nombre – mais non la portée – des activités prévues dans le futur plan stratégique et plaider davantage en faveur d'un cadre stratégique plus souple, qui permette de procéder à des adaptations en fonction du contexte et de suivre des approches axées sur la transition.
- *Recommandation 2.* Repositionner en amont les interventions face aux crises pour les axer sur la prévention et le développement de mécanismes de résilience en privilégiant un ciblage plus précis qui améliore l'impact et la durabilité.
- *Recommandation 3.* Promouvoir une révision des procédures internes en vue de s'attaquer aux problèmes rencontrés dans le cadre des plans stratégiques de pays en cours et à venir.
- *Recommandation 4.* Maintenir l'effet d'entraînement en matière de couverture géographique et de couverture des programmes en renforçant les actions conjointes et les partenariats dans les différents secteurs d'intervention.
- *Recommandation 5.* Mieux prendre en compte dans les programmes les considérations liées à la problématique femmes-hommes et à la protection.
- *Recommandation 6.* Dans le cadre de l'approche axée sur l'articulation entre l'action humanitaire, le développement et la paix, veiller à ce que soient prises en considération les dynamiques de conflit et de stabilisation.

31. **Le PSP introduit cinq effets directs stratégiques (EDS), renforce le programme d'alimentation**

scolaire basé sur la production locale, et met l'accent sur la résilience communautaire, la nutrition, le renforcement des capacités institutionnelles et les services logistiques. Les cinq EDS sont :

- **EDS 1** : Les populations touchées par des crises peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et après les chocs.
- **EDS 2** : Les groupes vulnérables, notamment les enfants et les peuples autochtones, améliorent leur état nutritionnel et leur accès à une alimentation saine.
- **EDS 3** : Les communautés renforcent leur résilience face aux chocs climatiques et sécuritaires grâce à des moyens d'existence durables.
- **EDS 4** : Les institutions nationales disposent de capacités accrues pour planifier et mettre en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **EDS 5** : Les partenaires humanitaires et gouvernementaux bénéficient de services logistiques efficaces, notamment dans les zones difficiles d'accès.

32. Le programme d'alimentation scolaire basé sur la production locale constitue un pilier du PSP, mis en œuvre dans plusieurs préfectures. Il comprend la préparation de repas chauds, la mise en place de jardins scolaires, le développement de capacités locales pour la gestion des cantines, et l'intégration de la production agricole locale dans les chaînes d'approvisionnement.

Aperçu de la situation financière

33. **Le PSP (2023-2027) disposait de 310 356 149 millions de dollars É.-U en date de septembre 2025, soit 37,2 pour cent du plan basé sur les besoins (PBB)**²⁷ : 61 pour cent pour l'EDS1, 11 pour cent pour l'EDS2 (effets directs stratégiques), 12 pour cent pour l'EDS3, 1 pour cent pour l'EDS4 et 15 pour cent pour l'EDS 5.

²⁷ FActory : Resource Situation report. Données extraites le 18/12/2025

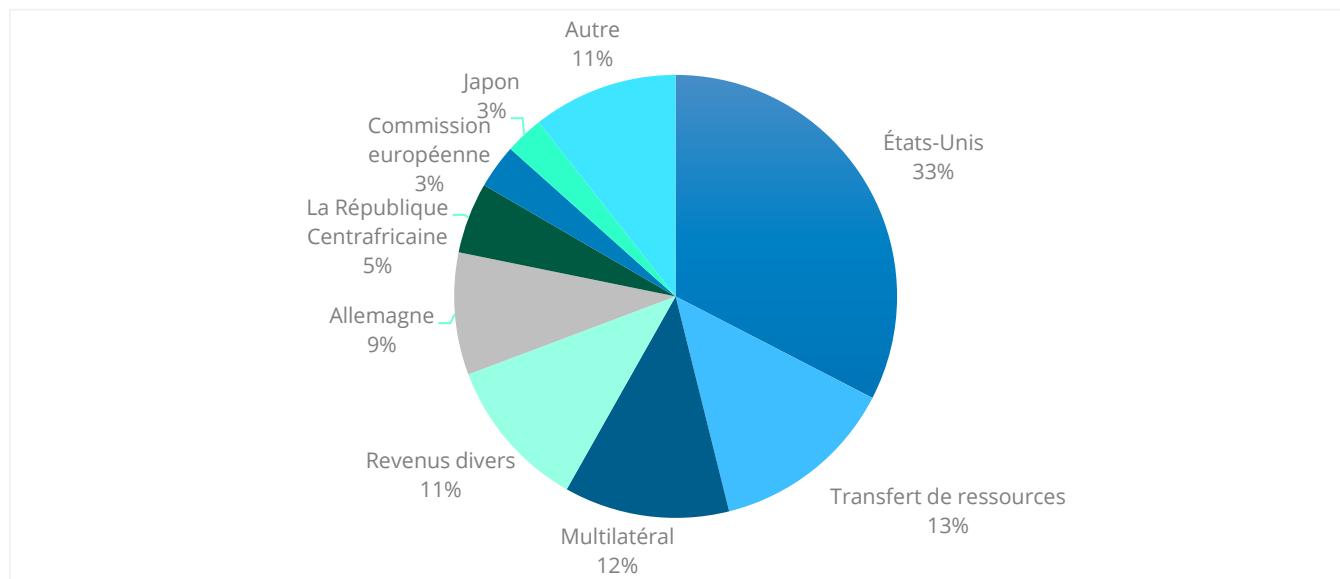
Tableau 1: Aperçu de la situation financière cumulative du PSP

Orientati on	EDS	Activité	PBB Original (USD)	PBB (BR 2)	Ressources allouées	Taux de financement (%)		
Réponse d'urgence	EDS 1	Act. 01	569 589 044	417 310 513	175 710 440	42,1%		
		Act. 02	52 501 776	29 556 969	7 583 981	25,7%		
		Non Act. Specific	-	-	1 085 511			
	Sub-total EDS 1		622 090 820	446 867 482	184 379 932	41,3%		
Causes profondes	EDS 2	Act. 03	44 898 894	35 113 641	5 860 402	16,7%		
		Act. 04	43 727 302	47 701 096	16 266 683	34,1%		
	Sub-total EDS 2		88 626 196	82 814 737	22 127 085	26,7%		
	EDS 3	Act. 05	100 560 467	89 048 476	23 431 360	26,3%		
Soutien à la résilience		Non Act. Specific	-	-	1 202 543			
		Sub-total EDS 3		100 560 467	89 048 476	24 633 903		
EDS 4	Act. 6	6 392 693	6 322 812	885 098,00	14,0%			
	Non Act. Specific	-	-	316 291				
Sub-total EDS 4		6 392 693	6 322 812	1 201 389	19,0%			
Réponse d'urgence	EDS 5	Act. 7	121 563 884	81 603 683	41 633 587	51,0%		
		Act. 8	4 058 265	1 845 481	0	0,0%		
		Act. 9	11 658 052	6 289 960	1 932 141	30,7%		
		Act. 10	24 130 240	23 009 730	17 406 257	75,6%		
	Sub-total EDS 5		161 410 441	112 748 854	60 971 985	54,1%		
Ressources non allouées			0		4 064 752			
Coûts opérationnels directs			979 080 617	737 802 361	297 379 047	40,3%		
Coûts d'appui directs (CAD)			61 191 784	46 912 081	26 250 430	56,0%		
Coûts d'appui indirects (CAI)			65 950 657	49 412 660	13 557 430	27,4%		
Total			1 106 223 058	834 127 102	337 186 907	40,4%		

Source : PSP RCA 2023 – 2027, Révision Budgétaire 2 et IRM Analytics ACR1 à la date du 18.12.2025 pour les ressources allouées.

34. **Les principaux donateurs du PSP sont les États-Unis (33 pour cent des ressources reçues), l'Allemagne (9 pour cent), la République centrafricaine (5 pour cent), la Commission européenne (3 pour cent) et le Japon (3 pour cent). Le PSP est également financé par des fonds flexibles (12 pour cent) et des transferts de ressources internes (13 pour cent). La figure 4 ci-dessous présente un aperçu complet des sources de financement.**

Figure 4 : Principales sources de financement du PSP

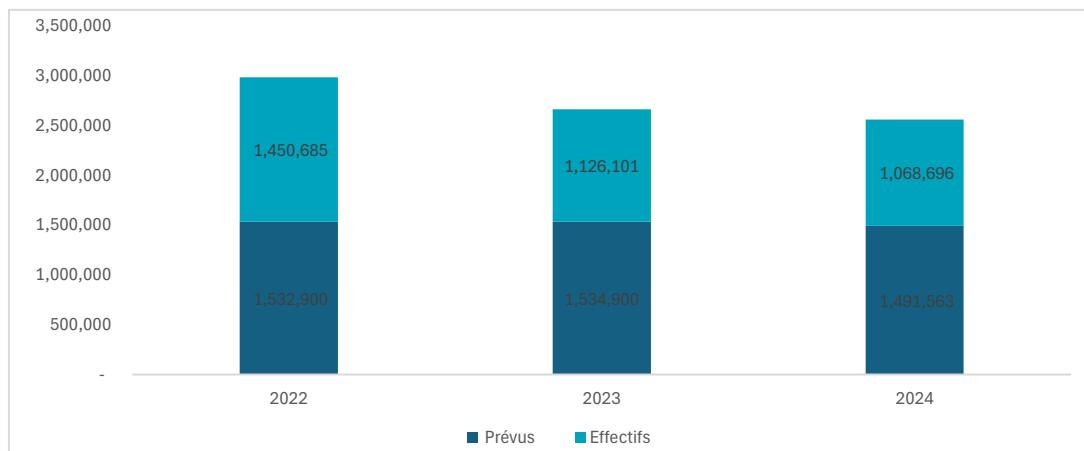


Source : FACTory Resource Situation Report. Données extraites le 15/09/2025. Les bailleurs classés comme « autres » comprennent le Canada, la France, le CERF des Nations Unies, la Suède, le Royaume-Uni, la Suisse et les bailleurs privés.

35. Les figures ci-dessous présentent un aperçu ventilé par sexe et par domaine de programme et modalité d'intervention de l'évolution des bénéficiaires annuels prévus et effectifs.

36. En 2022, face à une augmentation des besoins humanitaires dans le pays, le PAM a réussi à assister plus de 1,4 million (96 pour cent des bénéficiaires prévus) des personnes en insécurité alimentaire, sur les 1,9 millions ciblés par le Cluster Sécurité Alimentaire. En 2023 et 2024, le PAM a pu atteindre 73 pour cent et 71 pour cent respectivement des bénéficiaires prévus grâce aux distributions alimentaires générales, aux repas scolaires issus de la production locale, aux activités de renforcement de la résilience et à l'assistance nutritionnelle pour le traitement et la prévention de la malnutrition.

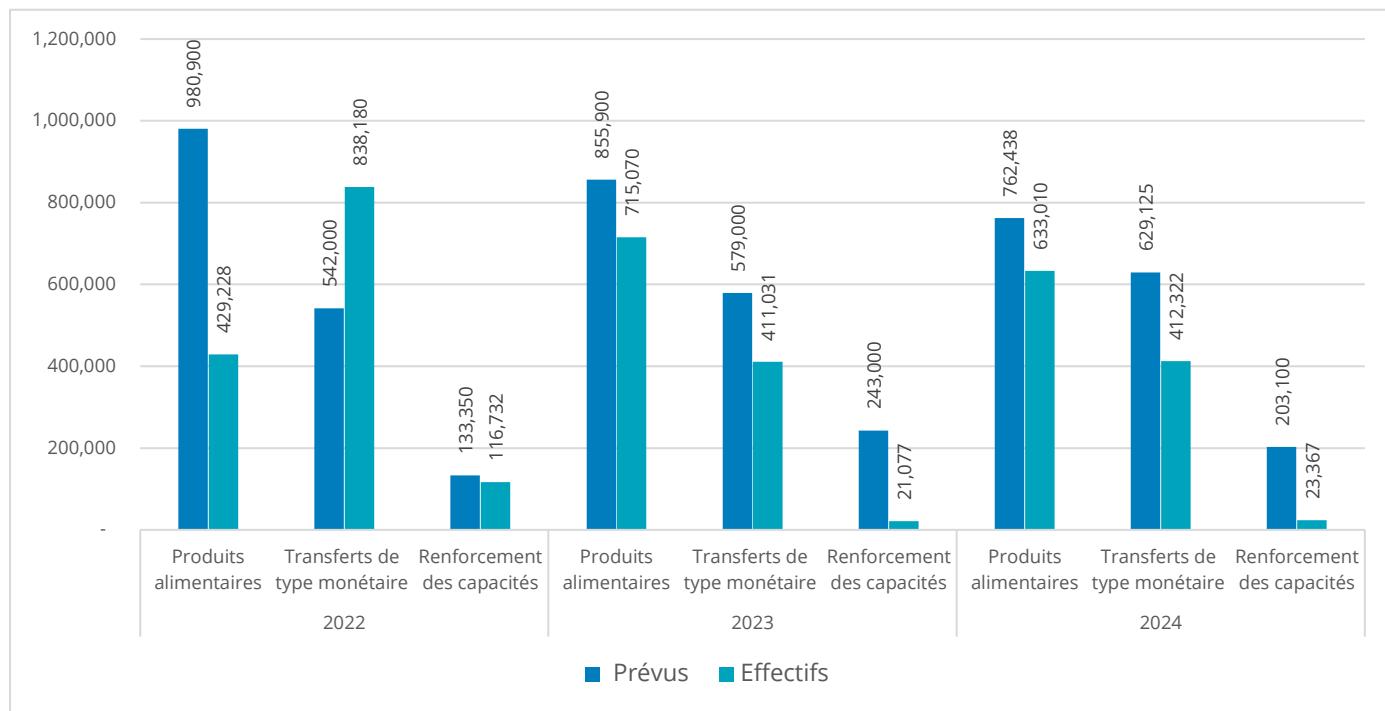
Figure 5 : Bénéficiaires prévus et effectifs du PSP²⁸



Source : ACRs 2022 - 2024

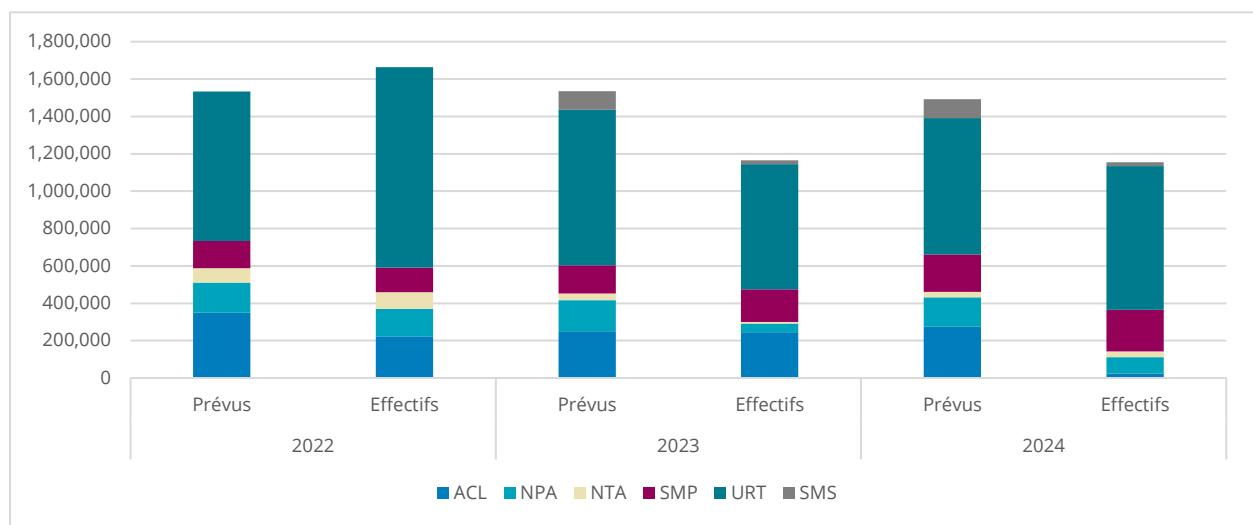
²⁸ Le PSP actuel a débuté en mars 2023, ainsi les données dans ce graphique et celles qui suivent pour l'année 2023 sont présentées à partir du mois de mars. Pour la période de janvier à février 2023, le bureau de pays a fourni assistance à 586 556 bénéficiaires (Rapport annuel de pays janvier – février 2023)

Figure 6 : Bénéficiaires prévus et effectifs du PSP, par modalité d'intervention



Source : ACRs 2022 – 2024

Figure 7 : Bénéficiaires prévus et atteints du PSP, par domaine programmatique



Source : ACRs 2022 - 2024

4. Portée, critères et questions de l'évaluation

37. **Portée programmatique** : L'évaluation se concentrera sur l'analyse des progrès réalisés dans la mise en œuvre des effets stratégiques du Plan stratégique de pays (PSP) 2023–2027, ainsi que des résultats transversaux, notamment en matière de genre, de protection, d'environnement et de redevabilité envers les populations affectées. Un accent particulier sera mis sur l'analyse de la performance et de la viabilité des modèles de résilience, notamment la création d'actifs (FFA) et le programme d'alimentation scolaire basé sur la production locale (HGSF), dans un contexte de ressources financières fluctuantes. L'évaluation portera une attention particulière aux synergies entre les EDS, en particulier l'articulation entre les interventions d'alimentation scolaire (EDS 2) et le soutien aux petits exploitants agricoles (EDS 3). **Elle tiendra compte des effets inattendus, qu'ils soient positifs ou négatifs, et couvrira l'ensemble des composantes du PSP.**

38. **Portée temporelle** : L'évaluation portera sur le PSP en cours, couvrant la période du 1er mars 2023 au 31 décembre 2027. À des fins comparatives et analytiques, elle inclura également la période de janvier 2022 à février 2023, afin d'examiner les acquis du PSP provisoire 2018–2022, d'analyser la phase de transition vers le PSP actuel et d'apprécier les premiers signes de changement stratégique. Cette approche permettra d'éclairer la pertinence, la cohérence et la continuité des orientations programmatiques du bureau de pays.

39. L'évaluation visera à répondre à **cinq questions principales, chacune déclinée en sous-questions**. Ces questions ont été formulées sur la base de la revue documentaire, des consultations avec le Bureau pays du PAM en République centrafricaine, et des orientations méthodologiques du Bureau de l'évaluation. **Elles seront affinées et validées durant la phase de cadrage**, en fonction de leur pertinence par rapport au PSP, au contexte national et aux modalités de mise en œuvre des activités du PAM en République centrafricaine.

40. **Questions et critères de l'évaluation**. L'évaluation analysera dans quelle mesure les intentions stratégiques du PSP se sont traduites en résultats concrets, notamment à travers la réduction progressive de la dépendance à l'assistance humanitaire, le renforcement d'une réponse plus durable et cohérente, et la mise en œuvre effective des approches programmatiques prévues, en particulier la programmation intégrée. Elle portera également sur la cohérence entre les interventions humanitaires, les actions de développement et les initiatives de consolidation de la paix. L'analyse s'intéressera à la pertinence, à l'efficacité et à la durabilité des choix stratégiques opérés dans un environnement marqué par des défis sécuritaires, institutionnels et socio-économiques persistants. Enfin, l'évaluation cherchera à déterminer dans quelle mesure ces contraintes ont influencé l'efficacité opérationnelle, la couverture géographique et la capacité du PAM à adapter ses modalités d'intervention dans les zones difficiles d'accès.

Tableau 2: Questions et sous-questions de l'évaluation

Question de l'évaluation 1 (QE1) : Dans quelle mesure le PSP était-il stratégiquement et opérationnellement positionné pour répondre à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte, et comment s'est-il adapté au fil du temps ?	
1.1	Dans quelle mesure le PAM était-il positionné de manière appropriée, tant sur le plan stratégique qu'opérationnel, en République centrafricaine, sur la base de ses avantages comparatifs pour répondre aux besoins en sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
1.2	Dans quelle mesure le PSP reposait-il sur des données probantes et des hypothèses réalistes (financements, accès humanitaire, risques sécuritaires, capacités logistiques, dynamiques institutionnelles), et dans quelle mesure a-t-il démontré l'agilité nécessaire pour réorienter ses ressources et ses stratégies face à des chocs exogènes majeurs sans compromettre ses objectifs de long terme ?
1.3	Le PSP, dans sa conception et sa mise en œuvre, était-il suffisamment intégré, notamment en termes de cohérence entre les EDS, de complémentarité intersectorielle (nutrition, éducation, moyens d'existence, protection sociale) et d'articulation avec les priorités et systèmes nationaux ?
1.4	Dans quelle mesure le PSP a-t-il ciblé et priorisé de manière cohérente les populations les plus

	vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, telles que les personnes déplacées, les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les communautés rurales isolées et les groupes marginalisés ?
Question de l'évaluation 2 (QE2) : Quelles contributions le PSP a-t-il apportées à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le pays, en tenant compte du contexte en République centrafricaine?	
2.1	<p>Quels résultats le PAM a-t-il obtenus par rapport aux effets attendus du PSP, notamment en matière d'assistance alimentaire, de nutrition, de résilience et d'alimentation scolaire (en particulier le lien avec les approvisionnements locaux pour les cantines scolaires) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les modèles de résilience mis en œuvre (FFA, HGSF) ont-ils été performants dans un contexte opérationnel et de financement volatile en République centrafricaine ? • Dans quelle mesure le renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux a-t-il été effectif ? • Quels progrès ont été réalisés dans des domaines tels que l'innovation et le plaidoyer ?
2.2	<p>Dans quelle mesure les résultats obtenus dans le cadre du PSP sont-ils susceptibles d'être durables, notamment d'un point de vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • financier (mobilisation de ressources et prévisibilité des financements), • social (appropriation communautaire et acceptabilité des interventions), • environnemental (promotion de pratiques agricoles durables et gestion des ressources naturelles), et • institutionnel, notamment en ce qui concerne l'appropriation nationale et le transfert effectif de responsabilités aux autorités locales et nationales, au-delà du renforcement individuel des capacités ? <p>Dans quelle mesure les modèles de résilience (FFA, HGSF) sont-ils viables dans un contexte de financement volatile, et quels ajustements stratégiques seraient nécessaires pour en garantir la pérennité dans le prochain PSP ?</p>
2.3	Dans quelle mesure et comment les interventions du PSP ont-elles renforcé les liens entre l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix, notamment à travers des approches intégrées, un engagement accru des institutions nationales, et l'utilisation d'outils tels que le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) pour faciliter la transition entre l'urgence et le relèvement précoce ?
Question de l'évaluation 3 (QE3) : Dans quelle mesure le PSP a-t-il atteint ses objectifs transversaux, et quel a été l'impact sur la qualité des programmes ?	
3.1	<p>Dans quelle mesure et comment le PAM a-t-il intégré les dimensions transversales dans sa programmation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la protection, • la redevabilité envers les populations affectées (AAP), • l'égalité de genre et l'inclusion, • les interventions sensibles à la nutrition, • les considérations environnementales ?
3.2	Dans quelle mesure le PAM a-t-il respecté les principes humanitaires (neutralité, impartialité, indépendance) tout en gérant les arbitrages nécessaires entre accès, sécurité et efficacité opérationnelle ? Dans quelle mesure les programmes ont-ils été sensibles aux conflits, en particulier dans les zones marquées par des tensions intercommunautaires ou la présence de groupes armés ?
Question de l'évaluation 4 (QE4) : Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficiente ?	
4.1	Dans quelle mesure les produits du PSP ont-ils été livrés et les budgets exécutés dans les délais prévus, en tenant compte des contraintes opérationnelles telles que l'insécurité, les obstacles à la chaîne logistique, les conditions climatiques et les délais de financement ?

4.2	Dans quelle mesure et comment le PAM a-t-il orienté et priorisé stratégiquement ses interventions pour optimiser l'utilisation de ressources limitées, notamment par le ciblage géographique, l'intégration des activités, la rationalisation des coûts, et le recours à des modèles tels que l'approvisionnement local dans le cadre du programme pilote HGSF ?
Question de l'évaluation 5 (QE5) : Quels sont les facteurs critiques, internes et externes au PAM, qui expliquent la performance et les résultats ?	
5.1	Dans quelle mesure et de quelle manière le PAM a-t-il établi et mobilisé des partenariats stratégiques et opérationnels aux niveaux national et local, y compris avec les ministères sectoriels, les ONG locales, les agences des Nations Unies et les organisations communautaires, notamment en lien avec la gestion du changement et les interactions les plus pertinentes ? Comment ces partenariats ont-ils influencé la localisation et la durabilité des résultats ?
5.2	Dans quelle mesure les dispositifs organisationnels et les mécanismes de coordination interne du PAM ont-ils permis une mise en œuvre efficace du PSP, notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> les ressources humaines, la présence opérationnelle dans les zones prioritaires, les systèmes de suivi et d'évaluation (y compris les mécanismes de retour d'information communautaire).

41. L'évaluation adoptera les critères d'évaluation standards du GNUE et du CAD/OCDE, c'est-à-dire : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et la durabilité. En outre, elle s'attachera à évaluer le respect des principes humanitaires, les questions de protection, la redevabilité envers les personnes touchées, l'impact environnemental des activités du PAM, et, dans la mesure du possible, les effets différentiels sur les hommes, les femmes, les filles, les garçons, les personnes handicapées et autres groupes socio-économiques.

5. Approche méthodologique et considérations éthiques

5.1 Aperçu de l'approche méthodologique

42. L'évaluation du PSP du PAM en République centrafricaine sera guidée par une **approche méthodologique mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives** afin d'assurer la rigueur méthodologique, de contextualiser les résultats et de mettre en lumière les dynamiques de changement. Les méthodes quantitatives pourraient inclure des techniques descriptives, inférentielles et quasi-expérimentales, tandis que les méthodes qualitatives pourraient reposer sur des entretiens, des groupes de discussion, des analyses thématiques approfondies et des revues documentaires. L'approche sera informée par les principes de validité, de triangulation et d'utilité, avec des stratégies analytiques spécifiques adaptées aux questions d'évaluation et à la disponibilité des données.

43. Lorsque les données le permettent, l'équipe d'évaluation (EE) pourrait envisager des **analyses longitudinales** pour examiner les évolutions dans le temps. Dans les contextes où les données longitudinales sont incomplètes, incohérentes ou indisponibles selon les périodes ou les zones géographiques, une **conception pseudo-longitudinale**, fondée sur des données transversales répétées, pourrait constituer une alternative pratique pour évaluer les tendances temporelles. Cette approche permet une analyse structurée du changement entre différents groupes ou périodes de rapport, même en l'absence de séries chronologiques cohérentes.

44. Afin de saisir les effets à court terme et la réactivité du programme dans l'environnement opérationnel complexe de la République centrafricaine, l'EE pourrait envisager des **analyses ponctuelles autour d'événements critiques (« snapshot analysis »)**, tels que les ruptures de pipeline, les restrictions sécuritaires, les fermetures d'écoles, les flambées des prix ou les chocs climatiques. Ces analyses ciblées pourraient contribuer à explorer l'agilité du PAM et sa capacité d'adaptation face aux perturbations contextuelles.

45. L'EE est encouragée à envisager la **mesure des résultats intermédiaires**, notamment dans les domaines de l'assistance alimentaire, de la nutrition, de l'alimentation scolaire intégrée en lien avec les achats locaux et du renforcement de la résilience, afin de mieux comprendre les mécanismes de changement associés aux interventions du PAM.

5.2 Cadre conceptuel et analytique

Théorie du changement

46. L'équipe d'évaluation devra reconstituer la **théorie du changement (TdC)** du PSP, en illustrant les liens causaux entre les interventions du PAM et les résultats attendus en matière de sécurité alimentaire, nutritionnelle et résilience. Cette reconstitution, fondée sur les documents de programmation, les entretiens et les données disponibles, devra être finalisée avant la mission de cadrage, puis ajustée avec le Bureau de pays.

47. La TdC devra cartographier les **synergies entre les Effets Directs Stratégiques (EDS)**. Elle devra refléter la transition stratégique du programme, passée d'une logique d'urgence (PSPP) à une approche intégrée fondée sur le nexus humanitaire-développement-paix (PSP 2023-2027). Les hypothèses contextuelles (climat, sécurité, stabilité) et opérationnelles devront être explicitées, ainsi que les dimensions transversales : genre, durabilité environnementale et capacités institutionnelles.

48. Enfin, l'évaluation testera les hypothèses de la TdC à l'aide de données empiriques, en comparant les résultats observés aux effets attendus, et en identifiant les facteurs contextuels, institutionnels et opérationnels ayant pu influencer les effets du programme.

Matrice d'évaluation

49. Une **matrice d'évaluation servira de feuille de route pour la conception et l'analyse**, en reliant chaque question et critère d'évaluation (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité) aux indicateurs correspondants, aux sources de données et aux outils analytiques. Elle constituera le cadre principal permettant d'assurer une triangulation cohérente entre les résultats qualitatifs et quantitatifs, et d'orienter la structure des outils de collecte de données ainsi que celle du rapport final.

5.3 Méthodes de collecte et d'analyse des données

Volet quantitatif

50. En fonction de la disponibilité des données et de leur pertinence par rapport aux questions d'évaluation, l'EE pourrait envisager l'application de techniques telles que **l'analyse de séries chronologiques, les superpositions SIG (systèmes d'information géographique), les modèles de régression et les indicateurs d'efficience des coûts**. Les données quantitatives seront examinées avec le Bureau pays du PAM lors de la phase de cadrage afin d'assurer leur cohérence, et l'EE est encouragée à appliquer des tests de robustesse, tels que l'analyse de sensibilité et l'examen des données manquantes, lorsque cela est pertinent.

51. L'évaluation devrait s'appuyer sur les données existantes. Le système COMET fournira des données sur la performance opérationnelle, notamment les extrants des activités et la portée auprès des bénéficiaires. Le système SCOPE offrira des enregistrements détaillés sur l'enregistrement des bénéficiaires et la gestion des transferts. Les enquêtes de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition appuieront l'analyse des indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition. Le suivi post-distribution (PDM) pourra fournir des perspectives des bénéficiaires sur la qualité de l'assistance et sa mise en œuvre. Les rapports annuels pays (Annual Country Reports, ACRs) de 2022 à 2025 offriront un contexte stratégique et des synthèses de performance. Les données financières et budgétaires, incluant l'allocation des ressources, le suivi des dépenses et les indicateurs d'efficience des coûts, pourront être extraits des systèmes financiers internes du PAM et complétées, le cas échéant, par des données sur l'exécution budgétaire.

52. En complément des sources internes, l'évaluation pourra mobiliser des ensembles de données externes afin d'enrichir la base de preuves et d'assurer la pertinence contextuelle. Ces sources pourraient

inclure les enquêtes nationales auprès des ménages, les analyses IPC, ainsi que les données provenant du HCR, de la FAO et de l'OCHA. D'autres sources potentiellement utiles pourraient comprendre les Plans de réponse humanitaire (HRP), les évaluations décentralisées antérieures et les stratégies sectorielles pertinentes.

53. Afin de soutenir l'évaluation, l'EE pourrait envisager l'application d'analyses quantitatives alignées sur les questions de l'évaluation, en s'appuyant sur les données disponibles et leur pertinence contextuelle. Les techniques analytiques possibles incluent :

- **QE1** : Une analyse statistique pourrait être utilisée pour examiner dans quelle mesure la stratégie de ciblage du PAM est alignée sur les profils de vulnérabilité, tels que les classifications IPC, les données sur les déplacements de population et les seuils du panier de dépenses minimum (MEB/SMEB). L'EE pourrait envisager des techniques telles que les superpositions géospatiales, l'examen des critères de ciblage et l'analyse de corrélation simple afin d'identifier d'éventuelles erreurs d'exclusion ou des lacunes en matière de couverture.
- **QE2** : Des méthodes quantitatives pourraient permettre d'évaluer les tendances des indicateurs de résultats et d'examiner comment les niveaux de couverture ont influencé les effets du programme. Selon la disponibilité des données, l'EE pourrait envisager des analyses de séries chronologiques, des désagrégations par groupes démographiques, ainsi que des techniques économétriques telles que la régression.
- **QE4** : L'évaluation pourrait explorer l'efficience des coûts et la performance opérationnelle selon les différents types d'assistance. Cela pourrait inclure l'analyse des coûts unitaires (par bénéficiaire, repas ou tonne), l'examen des indicateurs de performance de la chaîne d'approvisionnement, et l'analyse des ratios d'exécution budgétaire. Les dynamiques de marché pourraient également être prises en compte pour comprendre les effets économiques et les tendances des prix.

Volet qualitatif

54. L'équipe d'évaluation est encouragée à envisager des approches qualitatives afin d'explorer les mécanismes de mise en œuvre, les perceptions des parties prenantes, les dynamiques institutionnelles et les facteurs contextuels qui influencent les résultats du programme.

55. **Selon la pertinence par rapport aux questions de l'évaluation et la faisabilité, les méthodes de collecte** possibles peuvent inclure :

- **Entretiens avec des informateurs clés (Key Informant Interviews, KII)** : avec le personnel du PAM (bureau pays, sous-bureaux, bureau régional, siège), les ministères sectoriels (santé, éducation, agriculture, affaires sociales), les bailleurs de fonds, les partenaires de mise en œuvre, les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales et les organisations de la société civile.
 - **Discussions de groupe (Focus Group Discussions, FGD)** : avec les groupes de bénéficiaires, y compris les réfugiés, les personnes déplacées internes, les communautés hôtes, les femmes et les jeunes.
 - **Observations directes sur le terrain** : Réalisées dans les sites d'intervention (par exemple, écoles, centres de santé, points de distribution) pour documenter les pratiques de mise en œuvre, les interactions entre acteurs, les conditions logistiques et les comportements des bénéficiaires.
 - **Analyse documentaire** : à partir des documents de programmation pertinents, des cadres humanitaires, des rapports de performance, des évaluations antérieures et des plans sectoriels nationaux.
56. **Les méthodes d'analyse incluraient**, entre autres ;
- **Analyse thématique approfondie** : Pour explorer des aspects ciblés de la mise en œuvre, tester

les hypothèses de la théorie du changement et recueillir des perspectives localisées en complément des dynamiques nationales.

- **Codage thématique inductif et déductif** : Permettant d'organiser les données autour de thèmes émergents (inductif) tout en testant les hypothèses formulées dans le cadre logique du PSP (déductif).
- **Analyse narrative** : Utilisée pour comprendre les trajectoires, les expériences vécues et les récits des bénéficiaires et des partenaires.
- **Triangulation des sources et des perspectives** : Les données issues des différentes méthodes de collecte seront croisées entre elles et avec les données quantitatives pour renforcer la validité des conclusions.

57. Les données qualitatives pourront être codées et analysées de manière thématique, en cohérence avec les questions d'évaluation et la théorie du changement, et triangulées avec les résultats quantitatifs afin de renforcer la validité des conclusions. La conception spécifique et l'application de ces méthodes seront déterminées par l'EE en fonction du contexte, de la disponibilité des données et des priorités analytiques.

5.4 Évaluabilité : considérations préliminaires

58. L'évaluation du PSP s'appuiera, entre autres, sur des sources secondaires, y compris des évaluations antérieures. Parmi celles-ci figurent l'[évaluation du Plan stratégique de pays provisoire 2018-2022](#), qui éclaire les performances passées et les ajustements stratégiques. En complément, l'[évaluation de la réponse d'urgence du PAM aux crises prolongées au Sahel et en Afrique de l'Ouest et centrale \(2018-2023\)](#) offrira un éclairage régional sur les approches opérationnelles, les défis contextuels et les pratiques transférables à la République centrafricaine. Les données issues de l'Analyse Intégrée du Contexte (AIC) éclaireront l'évaluation en fournissant une compréhension synthétique des facteurs de vulnérabilité et des dynamiques contextuelles clés en République centrafricaine. L'analyse Fill the Nutrient Gap (FNG) et le rapport d'étude SABER²⁹ viendra également enrichir l'exercice, en fournissant des données clés sur les lacunes nutritionnelles et les priorités sanitaires.

59. Durant la phase de cadrage, l'équipe mènera une étude d'évaluabilité approfondie, examinant la disponibilité, la qualité et les lacunes des données pour orienter le choix méthodologique. Cela inclura l'analyse du cadre de résultats et de ses indicateurs. L'annexe 3 présente un aperçu des indicateurs du cadre logique, avec les valeurs de référence (baseline), les cibles et les données de suivi³⁰.

60. L'évaluation prendra en compte les contraintes susceptibles d'affecter la collecte et l'analyse des données, et intégrera des mesures d'atténuation appropriées afin de préserver la rigueur méthodologique et la qualité des résultats. Les contraintes majeures identifiées à ce stade sont les suivantes :

61. **Accès à certains sites** pourrait être limité en raison de contraintes sécuritaires et logistiques, notamment dans les zones identifiées comme à accès restreint, incluant la Vakaga, le Haut-Mbomou ainsi que plusieurs axes du Nord-Est où les routes sont fréquemment coupées lors de la saison des pluies. Ces limitations risquent de réduire les possibilités d'interactions directes avec les bénéficiaires et les partenaires. Il est donc recommandé de mobiliser des experts nationaux disposant d'une bonne connaissance du terrain et de **s'appuyer sur des structures locales de collecte ayant un accès physique plus régulier**. Les outils à distance ne seront utilisés qu'en appui, et la triangulation des sources garantira la fiabilité des données.

62. **Complexité dans la mesure des résultats** : Le contexte instable du PSP, marqué par des fluctuations sécuritaires et humanitaires, peut affecter la disponibilité des données et la mesure des résultats. L'irrégularité des vagues de collecte de données de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle constitue une contrainte supplémentaire, limitant la comparabilité temporelle et la capacité à détecter les

²⁹ Cellule de Gestion de Cantine Scolaire (CGAS). Programme Alimentaire Mondial.2025. *Rapport du diagnostic du programme d'alimentation scolaire de la RCA via l'outil SABER*. Non publié.

³⁰ Les indicateurs de l'EDS 4 sont qualitatifs

évolutions. L'équipe privilégiera une approche longitudinale lorsque possible, et recourra à des analyses pseudo-longitudinales lorsque les données disponibles ne permettent pas un suivi continu, en les complétant par des analyses ponctuelles adaptées aux dynamiques locales, afin de préserver la rigueur méthodologique.

63. Toute autre contrainte identifiée durant le cadrage sera documentée dans le rapport, accompagnée de mesures d'atténuation appropriées.

5.5 Normes et principes éthiques et utilisation des outils d'intelligence artificielle (IA)

64. L'évaluation du PSP respectera les normes éthiques du PAM et du GNUE, fondées sur l'intégrité, la responsabilité, le respect et la bienveillance.³¹ Le consentement éclairé des participants, la protection de leur vie privée et une participation inclusive, notamment des femmes et groupes marginalisés, seront assurés. La sensibilité culturelle et l'autonomie des personnes seront pleinement respectées, et les résultats ne devront en aucun cas leur porter préjudice.

65. L'équipe du Bureau de l'évaluation désignée n'a participé ni à la conception, ni à la mise en œuvre, ni au suivi du PSP, et ne présente aucun conflit d'intérêts, qu'il soit réel ou perçu.³²

66. Tous les membres de l'équipe d'évaluation seront tenus de respecter les [Directives éthiques 2020 du GNUE](#) et les [Directives 2014 sur l'intégration des droits humains et l'égalité de genre aux évaluations](#). En plus de signer un engagement de conduite éthique, l'équipe s'engagera également à signer une déclaration de confidentialité et de sécurité des données et de l'usage d'internet.³³

67. Toute allégation de faute ou de mauvaise conduite (fraude, détournement, mauvais usage des actifs du PAM, harcèlement sexuel, etc.) identifiée par l'équipe d'évaluation au cours de l'évaluation devra être signalée immédiatement au Bureau de l'Inspection et des Enquêtes (OIGI) du PAM via la ligne d'urgence (<http://www.wfphotline.ethicspoint.com/>), tout en informant en parallèle, de manière confidentielle, le gestionnaire, la directrice et la directrice adjointe de l'évaluation.

68. Les **technologies d'intelligence artificielle (IA)** peuvent être utilisées dans le cadre de cette évaluation, sous réserve d'une autorisation écrite préalable du Bureau de l'évaluation du PAM et conformément aux normes définies dans la [note technique sur l'intelligence artificielle dans les évaluations](#). L'équipe d'évaluation doit indiquer de manière claire et exhaustive dans le rapport de démarrage l'utilisation prévue des outils d'IA, en précisant leur objectif, leur portée et leur nature. Toute donnée traitée par le biais d'outils d'IA doit être gérée conformément aux normes de protection des données et aux obligations de

³¹ Pour en savoir plus sur les modalités d'application des normes et règles du GNUE (<http://www.unevaluation.org/document/detail/1914>) à chaque étape de l'évaluation, l'équipe d'évaluation peut également consulter la Note technique « Principes, normes et règles d'évaluation »

³² « Les conflits d'intérêts sont généralement identifiés par un manque d'indépendance ou d'impartialité. Ces conflits ont lieu lorsqu'un intérêt primaire, comme l'objectivité de l'évaluation, pourrait être influencé par un intérêt secondaire, telles que des considérations personnelles ou des gains financiers » (Directives 2020 du GNUE). Il ne doit y avoir aucune relation officielle, professionnelle, personnelle ou financière qui pourrait être à l'origine d'un biais concernant ce qui est évalué, comment l'évaluation est conçue et menée ou comment les constatations sont présentées, ou qui pourrait mener à la perception d'un tel biais. Un conflit d'intérêts peut également survenir lorsque, en raison de possibilités de contrats futurs d'une personne, la capacité de la personne chargée de l'évaluation à fournir une analyse impartiale est compromise. Les cas de conflits d'intérêts en amont impliquent des consultant(e)s qui pourraient influencer l'analyse ou les recommandations pour les faire correspondre à des constatations qu'ils ou elles avaient précédemment énoncées. Dans les cas de conflits d'intérêts en aval, les personnes chargées de l'évaluation peuvent créer artificiellement des conditions favorables pour la considération d'une mission ultérieure. Le potentiel de biais se renforce lorsque le travail d'une personne chargée de l'évaluation se concentre uniquement sur une seule agence. Au cours du processus d'évaluation, les personnes chargées de l'évaluation ne sont pas autorisées à conclure, ou à avoir conclu, un autre contrat avec l'unité qui fait l'objet de l'évaluation. Afin d'éviter les conflits d'intérêts, il conviendra d'accorder un soin particulier à la protection de l'indépendance et de l'impartialité.

³³ En cas de changement dans l'équipe d'évaluation ou de sous-traitance d'une partie des activités d'évaluation prévues, la déclaration de confidentialité et de sécurité d'internet et des données et l'engagement éthique doivent également être signé.es par ces membres supplémentaires.

confidentialité du PAM.

5.6 Dispositif d'assurance qualité

69. L'évaluation sera encadrée par un dispositif structuré visant à garantir la rigueur méthodologique et la crédibilité des résultats, tout en respectant l'indépendance de l'équipe d'évaluation.

70. **Processus.** Le système d'assurance qualité du PAM s'appuie sur des outils normés, des étapes clés et une validation en trois niveaux au sein du bureau de l'évaluation du PAM (QA1 : gestionnaire et analyste de recherche, QA2 : responsable senior, QA3 : directrice adjointe, OEV). Le rapport de cadrage et le rapport final seront examinés en profondeur, avec intégration des retours des parties prenantes. Enfin, tous les rapports finaux feront l'objet d'une revue post hoc indépendante, dont les résultats seront publiés sur le site du PAM.

71. **Rigueur analytique.** L'équipe d'évaluation veillera à la qualité technique des résultats en assurant le nettoyage et la validation des données, notamment en termes de cohérence, de gestion des valeurs manquantes et de comparabilité interannuelle. Elle documentera de manière transparente les hypothèses formulées ainsi que les choix méthodologiques opérés. La robustesse des constats sera renforcée par la triangulation des sources et la réalisation d'analyses de sensibilité. Ce dispositif vise à garantir que les résultats reposent sur des fondements empiriques solides et répondent aux standards de qualité du PAM ainsi qu'aux attentes des parties prenantes.

6. Organisation de l'évaluation

6.1 Phases et livrables

72. L'évaluation comporte cinq phases (voir Tableau 3). L'équipe d'évaluation interviendra aux phases 2 à 5. Le calendrier a été établi en concertation avec le bureau de pays pour assurer une coordination efficace avec sa planification et ses processus décisionnels, afin de maximiser l'utilisation des données probantes issues de l'évaluation du PSP.

Tableau 3: Synthèse de la chronologie et principaux jalons de l'évaluation

Phases principales	Chronologie	Tâches et livrables
1. Préparation	Décembre 2025	Termes de référence finaux
	Février 2026	Sélection de l'équipe d'évaluation et/ou d'une société d'évaluation et passation du contrat
2. Cadrage	Février 2026	Séances d'information et revue documentaire
	Mars 2026	Mission de cadrage (cinq (5) jours ouvrables, excluant les jours de voyage)
	Mai 2026	Rapport de cadrage
3. Collecte de données	Juin 2026	Mission d'évaluation, collecte de données
4. Élaboration du rapport	Juillet 2026	<ul style="list-style-type: none">Atelier d'analyse (2 journées en présentiel (lieu à déterminer en fonction de la localisation des membres de l'équipe)Débriefing des résultats préliminaires (3 semaines après le débriefing de clôture)
	Septembre 2026	Rapport d'évaluation provisoire
	Octobre 2026	Atelier avec les parties prenantes (trois (3) jours ouvrables, excluant les jours de voyage)
	Novembre 2026	Rapport d'évaluation final
	Décembre 2026	Rapport succinct de l'évaluation validé par le chef ou la cheffe d'équipe d'évaluation

Phases principales	Chronologie	Tâches et livrables
5. Diffusion	Janvier / Février 2027	Réponse de la direction et préparation du Conseil d'administration
	Février – Novembre 2027	Diffusion plus large

6.2 Composition et profil de l'équipe d'évaluation

73. L'évaluation sera conduite par une équipe d'expert(e)s maîtrisant les méthodes mixtes. Elle comprendra au minimum un(e) chef(fe) d'équipe, un(e) évaluateur(trice) senior, un(e) spécialiste en analyse de données, avec un accent particulier sur les données quantitatives, ainsi qu'un(e) chercheur ou chercheuse. Une combinaison d'expert(e)s internationaux et nationaux est recommandée, avec représentation équitable des genres au sein de l'équipe.

74. La **maîtrise professionnelle du français est exigée** pour l'ensemble de l'équipe, en particulier pour le/la chef(fe) d'équipe, qui devra démontrer d'excellentes compétences rédactionnelles. L'équipe devra disposer d'une expertise méthodologique solide.

75. Une expérience confirmée dans les **évaluations de réponses d'urgence et les transitions vers la résilience**, en lien avec le **nexus humanitaire-développement-paix** (HDP nexus), est indispensable. Une expérience spécifique dans l'évaluation de programmes de cantines scolaires basés sur l'approvisionnement local (Home-Grown School Feeding – HGSF), incluant les dimensions de chaîne d'approvisionnement, d'effets nutritionnels et de liens avec les marchés locaux, est fortement souhaitée.

76. Le/la **spécialiste en analyse de données** devra maîtriser l'**analyse quantitative** de données complexes, idéalement appliquée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Tableau 4 : Synthèse de l'équipe d'évaluation et des domaines d'expertise requis

Domaine d'expertise	Expertise spécifique	Expertise requise	Expertise souhaitable
Direction d'équipe	Solide expérience dans l'évaluation de plans stratégiques ou de programmes humanitaire et de développement.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expérience dans la conduite d'évaluations fondées sur la théorie et l'utilisation d'approches mixtes pour les évaluations.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Excellentes compétences analytiques, rédactionnelles et de présentation et maîtrise du français.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Gestion d'équipe, coordination, planification, capacité à résoudre les problèmes et à soumettre livrables dans les temps.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expertise en matière de sécurité alimentaire et/ou nutrition.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expérience solide en Afrique de l'Ouest et de préférence en République centrafricaine.		<input checked="" type="checkbox"/>
Expertise thématique et d'évaluation (pour l'équipe dans son ensemble)	Préparation et réponse aux urgences.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Agronomie/Développement rural, chaînes de valeur agricoles et programmation de résilience.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Programmes de cantines scolaires basés sur l'approvisionnement local (Home-Grown School Feeding - HGSF).	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Renforcement des capacités institutionnelles.		<input checked="" type="checkbox"/>
	Chaine d'approvisionnement et la fourniture de services communs.		<input checked="" type="checkbox"/>
	Nutrition (Prévention et traitement de la malnutrition).	<input checked="" type="checkbox"/>	
Spécialisation en analyse de données quantitatives	Analyse des conflits, de la gestion des risques contextuels et de la cohésion sociale.		<input checked="" type="checkbox"/>
	Profil en économie, statistiques ou science des données.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expérience avérée en analyse de données sur la sécurité alimentaire.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expérience démontrée en analyse quantitative et maîtrise de logiciels analytiques tels que R (préféré), Stata ou Python.	<input checked="" type="checkbox"/>	
Assurance qualité et expertise éditoriale	Capacité à effectuer le nettoyage, l'analyse, l'interprétation et la visualisation des données.	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expérience dans la rédaction de livrables d'évaluation (rapports détaillés et résumés).	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Expérience en assurance qualité de rapports techniques écrits et capacité à fournir des orientations méthodologiques.	<input checked="" type="checkbox"/>	
N.B. :	<ul style="list-style-type: none"> <i>L'équipe recherchée devra, collectivement, combiner une solide compréhension des thématiques ci-dessus avec des compétences évaluatives pertinentes.</i> <i>Il est essentiel que l'équipe comprenne un expert en statistiques, économtrie ou science des données, chargé principalement du traitement des données quantitatives et de la réalisation d'analyses avancées. Cet expert doit maîtriser R (de préférence), ou à défaut Python ou Stata.</i> 		

6.3 Rôles et responsabilités

77. La présente évaluation est gérée par le Bureau de l'évaluation du PAM. Emmanuel Hakizimfura a été désigné gestionnaire de l'évaluation, et Silvia Pennazzi Catalani a été nommée analyste de recherche au sein du Bureau de l'évaluation. Aucun des deux n'a été impliqué dans des travaux liés au sujet de l'évaluation.

78. Le gestionnaire de l'évaluation, avec le soutien de l'analyste de recherche, est responsable de la rédaction des termes de référence ; de la sélection de l'équipe d'évaluation et de la contractualisation ; de l'élaboration et de la gestion du budget ; de la mise en place du groupe de référence interne ; de l'organisation du briefing d'équipe et de l'atelier avec les parties prenantes en République centrafricaine ; de l'appui à la

préparation de la mission de terrain ; de la rédaction de la synthèse du rapport d'évaluation ; de la réalisation du premier niveau d'assurance qualité des produits d'évaluation ; ainsi que de la collecte des commentaires des parties prenantes du PAM sur les versions provisoires des livrables.

79. Le gestionnaire de l'évaluation sera l'interlocuteur principal entre l'équipe, représentée par le/la chef(fe) d'équipe, et les homologues du PAM, afin d'assurer la fluidité du processus d'évaluation. Alexandra Chambel, responsable d'évaluation senior, assurera le deuxième niveau d'assurance qualité. Julia Betts, directrice adjointe de l'évaluation, validera les produits finaux. Enfin, Anne-Claire Luzot, directrice de l'évaluation, présentera les résultats de l'évaluation du PSP au Conseil d'administration du PAM pour examen en novembre 2027.

80. Un groupe de référence interne sera constitué d'une sélection de parties prenantes du PAM, issues du bureau de pays et du bureau régional. Ce groupe aura pour rôle principal de : participer aux séances d'information avec l'équipe d'évaluation durant la phase de cadrage ; examiner le rapport de cadrage ainsi que le rapport d'évaluation ; et prendre part à l'atelier national des parties prenantes afin de valider les résultats et de discuter des conclusions et recommandations de l'évaluation.

81. Le Bureau de pays facilitera les échanges entre l'équipe d'évaluation et les parties prenantes en République centrafricaine ; apportera un appui logistique durant la mission de terrain ; et organisera un atelier avec les parties prenantes dans le pays. Smaila Gnegne a été désigné point focal du bureau de pays du PAM et assurera la liaison avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation, tout en contribuant à l'organisation des réunions et à la coordination des visites de terrain. Afin de préserver l'indépendance de l'évaluation, aucun membre du personnel du PAM ne fera partie de l'équipe d'évaluation ni ne participera aux réunions où leur présence pourrait biaiser les réponses des parties prenantes.

6.4 Considérations en matière de sécurité

82. En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, la société sélectionnée sera responsable d'assurer la sécurité de l'équipe d'évaluation et de mettre en place les mesures nécessaires en cas d'évacuation pour raisons médicales ou liées à l'insécurité. Afin de prévenir tout incident, le gestionnaire de l'évaluation veillera à ce que le bureau de pays du PAM procède à l'enregistrement des membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité dès leur arrivée, et organise un briefing de sécurité pour leur permettre de mieux appréhender la situation sécuritaire sur le terrain.

83. L'équipe d'évaluation devra se conformer aux règles en vigueur du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, notamment en suivant les formations obligatoires (BSAFE et SSAFE) et en participant aux briefings de sécurité dans le pays. L'équipe devra être en mesure de se rendre dans toutes les zones où le PAM mène des opérations. Toute contrainte empêchant cela devra être clairement indiquée par la société dans sa proposition.

6.5 Communication

84. Le rapport final de l'évaluation sera publié sur le site public du PAM. Un rapport succinct, accompagné de la réponse de la direction aux recommandations formulées, sera présenté au Conseil d'administration du PAM en novembre 2027, puis également mis en ligne sur le site web du PAM. Le Bureau de l'évaluation sera responsable de la diffusion des enseignements tirés, notamment par le biais du rapport annuel d'évaluation.

6.6 Offre technique et financière

85. **L'offre technique doit présenter de manière claire et détaillée la méthodologie envisagée, incluant les méthodes de collecte de données, les stratégies d'échantillonnage et les techniques d'analyse.** Le Bureau de l'évaluation encourage les propositions intégrant des approches méthodologiques adaptées aux spécificités du contexte opérationnel en République centrafricaine. **La valeur ajoutée apportée par un raffinement de l'approche méthodologique doit être clairement mise en évidence dans la proposition technique. Il est également essentiel que l'équipe d'évaluation proposée corresponde aux profils décrits dans les présents termes de référence.**

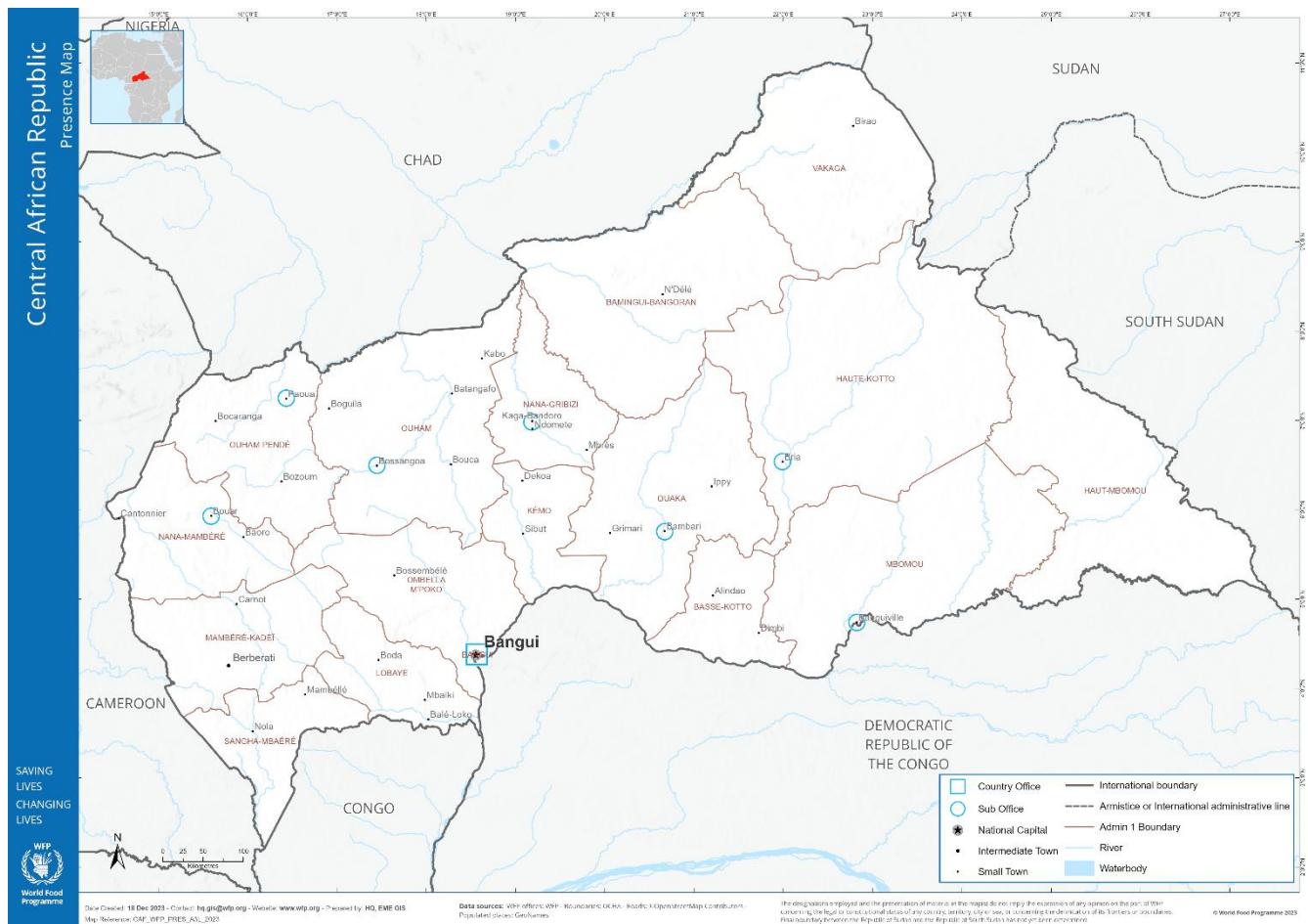
86. Les offres techniques et financières doivent prendre en compte les missions de cadrage et de collecte de données sur le terrain, ainsi que le déplacement du/de la chef(fe) d'équipe pour participer à l'atelier avec les parties prenantes prévu à Bangui. Les propositions doivent intégrer une marge de flexibilité suffisante pour faire face à d'éventuels risques (par exemple : flambées de troubles civils ou conflits).

87. Si des services de traduction sont nécessaires pour le travail de terrain, la société d'évaluation devra en assurer la mise en place et inclure les coûts correspondants dans sa proposition budgétaire. L'offre financière devra inclure les frais de transport local. Tous les livrables de l'évaluation devront être rédigés en français.

88. Le rapport succinct de l'évaluation sera rédigé par le gestionnaire de l'évaluation. Toutefois, les propositions financières devront prévoir un temps dédié pour permettre au/à la chef(fe) d'équipe de relire et valider la version finale avant sa soumission au Conseil d'administration.

89. À l'issue de l'évaluation technique et financière, le PAM pourra inviter le(s) soumissionnaire(s) ayant présenté l'offre ou les offres les mieux notées à soumettre une version améliorée, afin de mieux répondre aux exigences des termes de référence. Le PAM se réserve également le droit de procéder à des vérifications de références et à des entretiens avec les membres proposés de l'équipe d'évaluation.

Annexe 1 : Présence du PAM en République centrafricaine



Annexe 2 : Aperçu des effets directs stratégiques et des activités

Aperçus des effets directs stratégiques du PSP République centrafricaine 2023-2027

Effets directs stratégiques	Activités	Modalités d'intervention ³⁴
Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise en République centrafricaine, notamment les personnes réfugiées, déplacées ou rapatriées et les populations d'accueil, qu'elles soient ou non porteuses de handicap, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et après les crises.	<p>Activité 1 : Fournir une assistance vitale aux populations touchées par les crises afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base et de soutenir leur relèvement précoce.</p> <p>Activité 2 : Fournir un ensemble intégré d'assistance pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les femmes et filles enceintes et allaitantes, et assurer l'évaluation nutritionnelle, le conseil et le soutien aux personnes vivant avec le VIH ainsi qu'aux patients tuberculeux bénéficiant d'un traitement antirétroviral et d'un traitement directement observé dans les zones touchées par la crise</p>	URT, Food, CBT, CS NTA, Food, CBT, CS
Effet direct stratégique 2 : D'ici à 2027, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel et touchées par un choc (y compris les peuples autochtones) vivant dans les zones ciblées, qu'elles soient ou non porteuses de handicap, voient leur situation s'améliorer sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation, et ont davantage accès à une alimentation saine et nutritive et aux programmes d'alimentation scolaire, conformément aux normes nationales.	<p>Activité 3 : Fournir un ensemble complet de services de santé et de nutrition aux groupes ciblés en vue de la prévention de la malnutrition</p> <p>Activité 4 : Fournir des repas scolaires nutritifs aux garçons et aux filles dans les zones ciblées, d'une manière qui favorise la production locale, la rétention scolaire et réduit les discriminations liées au genre et à l'origine ethnique.</p>	NPA, Food, CBT, CS SMP, Food, CBT, CS
Effet direct stratégique 3 : D'ici à 2027, les populations en situation d'insécurité alimentaire et touchées par un choc vivant dans les zones ciblées disposent de moyens d'existence améliorés et	Activité 5 : Fournir un appui aux moyens de subsistance et renforcer la résilience des populations ciblées, y compris les peuples et communautés autochtones, à travers la création d'actifs productifs et le développement des chaînes de valeur.	Community and Household Asset Creation, Food, CBT, CS.,

³⁴ Produits alimentaires (Food) ou transferts de type monétaires (CBT), renforcement des capacités (CS), prestation de services (SD).

Effets directs stratégiques	Activités	Modalités d'intervention ³⁴
ont accès à des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables.		
Effet direct stratégique 4 : D'ici à 2027, les institutions nationales et les partenaires disposent de capacités accrues pour gérer les programmes d'alimentation et de nutrition et renforcer le système de protection sociale.	Activité 6 : Fournir une assistance technique et un appui en matière de politiques aux institutions nationales et à leurs partenaires dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle transformatrice en matière de genre, de la protection sociale, de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence, ainsi que de la gestion des risques de catastrophe.	SPS
Effet direct stratégique 5 : Le Gouvernement et les partenaires de l'action humanitaire et du développement en République centrafricaine sont en mesure de venir en aide aux populations en situation de vulnérabilité et de faire face aux situations d'urgence tout au long de l'année.	Activité 7 : Fournir les services du Service aérien humanitaire des Nations Unies (transport de passagers et de fret léger) au gouvernement et aux partenaires humanitaires. Activité 8 : Fournir, à la demande, des services de données et de télécommunications au gouvernement, aux partenaires humanitaires et de développement, ainsi qu'aux populations bénéficiaires. Activité 9 : Fournir des services de gestion de l'information, de coordination et faciliter l'accès à des capacités logistiques supplémentaires pour la communauté humanitaire et ses partenaires par le biais du cluster logistique. Activité 10 : Fournir des services logistiques bilatéraux aux partenaires afin de soutenir les chaînes d'approvisionnement nationales pour les programmes de santé (paludisme, tuberculose, VIH/SIDA et COVID-19) ainsi que pour d'autres produits et services nécessaires.	UNHAS (SD) Emergency Telecommunication (SD) Logistics Cluster (LCS), SD On demand services (ODS), SD

Annexe 3 : Aperçu de la disponibilité des données sur les indicateurs du PSP³⁵

Table 3: Analyse préliminaire de la disponibilité des données de rapport 2023 - 2027 - Indicateurs de résultats -

RCA 2023 -2027	2023				2024			
	Indicateur	Reference	Objectif fin d'annee	Objectif fin de PSP	Suivi	Reference	Objectif fin d'annee	Objectif fin de PSP
EDS 1								
Consumption-based coping strategy index (average)	X	X	X	X	X	X	X	X
Default rate of clients from TB-DOTS and PMTCT programmes	X	X	X	X	X	X	X	X
Economic capacity to meet essential needs	X	X	X	X	X	X	X	X
Food consumption score	X	X	X	X	X	X	X	X
Food consumption score – nutrition	X	X	X	X	X	X	X	X
Livelihood coping strategies for essential needs	X	X	X	X	X	X	X	X
Livelihood coping strategies for food security	X	X	X	X	X	X	X	X
Moderate acute malnutrition treatment default rate	X	X	X	X	X	X	X	X
Moderate acute malnutrition treatment mortality rate	X	X	X	X	X	X	X	X
Moderate acute malnutrition treatment non-response rate	X	X	X	X	X	X	X	X
Moderate acute malnutrition treatment recovery rate	X	X	X	X	X	X	X	X
Percentage of moderate acute malnutrition cases reached by treatment	X	X	X	X	X	X	X	X
EDS 2								
Attendance rate	X	X	X	X	X	X	X	X
Minimum diet diversity for women and girls of reproductive age	X	X	X	X	X	X	X	X
Proportion of children 6-23 months of age who receive a minimum	X	X	X	X	X	X	X	X
Proportion of eligible population reached by nutrition preventive	X	X	X	X	X	X	X	X
Proportion of target population who participate in an adequate					X	X	X	X
Retention rate, by grade	X	X	X	X	X	X	X	X

³⁵ Comme l'ACR 2023 l'indique, il n'existe pas de données quantitatives disponibles pour les indicateurs de l'EDS 4. Ces indicateurs seront donc analysés qualitativement ou reconstruits, le cas échéant.

EDS 3								
Average percentage of smallholder post-harvest losses at the storage	X	X	X	X	X	X	X	X
Consumption-based coping strategy index (average)	X	X	X	X	X	X	X	X
Economic capacity to meet essential needs	X	X	X	X	X	X	X	X
Food consumption score	X	X	X	X	X	X	X	X
Livelihood coping strategies for essential needs	X	X	X	X	X	X	X	X
Livelihood coping strategies for food security	X	X	X	X	X	X	X	X
Percentage of targeted smallholder farmers selling through WFP-	X	X	X	X	X	X	X	X
Percentage of the population in targeted communities reporting	X	X	X	X	X	X	X	X
Proportion of the population in targeted communities reporting	X	X	X	X	X	X	X	X
Value of smallholder sales through WFP-supported aggregation	X	X	X	X	X	X	X	X
Volume of smallholder sales through WFP-supported aggregation	X	X	X	X	X	X	X	X
EDS 5								
Percentage of users satisfied with services provided	X	X	X	X	X	X	X	X

Source: Rapport annuel de pays 2023 – 2024 (Extraction de Spring)

Table 3: Analyse préliminaire de la disponibilité des données de rapport 2023 - 2027 – Indicateurs d'output								
RCA 2023 - 2027					2023		2024	
Logframe (version 4.0)					Target	Follow-up	Target	Follow-up
Activite 02								
A.6.1	Number Of WFP-assisted health centres or site				x	x	x	x
C.4	Number of people engaged in capacity strengthening initiatives facilitated by WFP to enhance national stakeholder capacities contributing to				x	x	x	x
C.5	Number of capacity strengthening initiatives facilitated by WFP to enhance national stakeholder capacities to contribute to Zero Hunger and				x	x	x	x
C.6	Number of tools or products developed or revised to enhance national systems contributing to zero hunger and other SDGs as part of WFP						x	x
E.4	Number of people reached through interpersonal social and behaviour change communication (SBCC) approaches (complementary with UNICEF,				x	x	x	x
Activite 03								
C.4	Number of people engaged in capacity strengthening initiatives facilitated by WFP to enhance national stakeholder capacities contributing to				x	x	x	x
C.5	Number of capacity strengthening initiatives facilitated by WFP to enhance national stakeholder capacities to contribute to Zero Hunger and				x	x	x	x
C.6	Number of tools or products developed or revised to enhance national systems contributing to zero hunger and other SDGs as part of WFP						x	x
E.4	Number of people reached through interpersonal social and behaviour change communication (SBCC) approaches (complementary with UNICEF,				x	x	x	x
Activite 04								
A.5	Quantity of non-food items distributed				x	x	x	x

A.6.2	Number of schools or institutional sites reached through school-based programming	x	x	x	x
N.1.1	Feeding days as percentage of total school days	x	x	x	x
N.2	Average number of school days per month on which multi-fortified or at least 4 food groups were provided (nutrition-sensitive indicator)	x	x	x	x
Activite 05					
D.1.1	Number of assets built, restored or maintained by targeted households and communities, by type and unit of measure	x	x	x	x
D.1.2	Number of assets built, restored or maintained by targeted households and communities, by type and unit of measure in emergency context			x	x
D.3	Number of participants who completed vocational/livelihood skills training activities	x	x	x	x
F.2	Total membership of supported smallholder farmer aggregation systems	x	x	x	x
F.4	Number of agricultural and post-harvest inputs, equipment and infrastructures provided	x	x		
F.5	Number of meetings, workshops, fairs, events organized to facilitate market linkages	x	x		
F.6	Number of contracts/commercial agreements facilitated	x	x		
Activite 07					
H.4	Total volume of cargo transported	x	x	x	x
H.7	Total volume of passengers transported	x	x	x	x
Activite 08					
H.1	Number of shared services, data and analytics platforms provided by type	x	x		
H.2	Number and type of clusters established that provide coordination, platforms for information exchange and support services to enable	x	x		
Activite 09					
H.4	Total volume of cargo transported	x	x		
Activite 10					
H.4	Total volume of cargo transported	x	x	x	x

Source : Rapport annuel de pays 2023 – 2024 (Extraction de Spring)

Table 3: Analyse préliminaire de la disponibilité des données de rapport 2023 - 2027 – Indicateurs transversaux									
RCA 2023 - 2027		2023			2024				
Logframe (version 4.0)		Reference	Suivi	Target fin d'annee	Target fin de PSP	Reference	Suivi	Target fin d'annee	Target fin de PSP
Protection									
CC.1.1	Percentage of beneficiaries reporting no safety concerns experienced as a result of their	x	x	x	x	x	x	x	x
CC.1.2	Percentage of beneficiaries who report they experienced no barriers to accessing food and nutrition	x	x	x	x	x	x	x	x
CC.1.3	Percentage of beneficiaries who report being treated with respect as a result of their engagement in	x	x	x	x	x	x	x	x
Accountability									

CC.2.1	Percentage of beneficiaries reporting they were provided with accessible information about WFP	x	x	x	x	x	x	x	x
CC.2.3	Country office has a functioning community feedback mechanism	x	x	x	x	x	x	x	x
Gender equality and women's empowerment									
CC.3.1	Percentage of households where women, men, or both women and men make decisions on the use	x	x	x	x				
CC.3.2	Percentage of food assistance decision making entity members who are women	x	x	x	x				
Nutrition integration									
CC5.1	Number of people supported by WFP operations and services who are able to meet their nutritional					x	x	x	x
	Total number of people receiving direct food or cash transfers or capacity strengthening from WFP					x	x	x	x
CC5.2	Number of people benefiting from nutrition-sensitive component					x	x	x	x
	Total number of people receiving direct food or cash transfers or capacity strengthening from WFP					x	x	x	x
	Percentage of people supported by WFP operations and services who are able to meet their					x	x	x	x
	Percentage of WFP beneficiaries who benefit from a nutrition sensitive programme component					x	x	x	x

Source : Rapport annuel de pays 2023 – 2024 (Extraction de Spring)

Annexe 4 : Liste des sigles utilisés dans le document

ACR	rapport annuel de pays
CACMP	Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies
CBT	transferts de type monétaires
CCDD	Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
USD	dollars des États-Unis
EDS	effet direct stratégique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFA	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation
HGSF	programme d'alimentation scolaire basé sur la production locale
IDH	indice de développement humain
MAM	malnutrition aiguë modérée
NBP	Plan basé sur les besoins
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectif de développement durable
OEV	Bureau de l'évaluation du PAM
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PBB	plan basé sur les besoins
PSP	Plan stratégique de pays
PSPP	Plan stratégique de pays provisoire
TdC	théorie du changement
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Bureau de l'évaluation

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie Tél. : +39 06 65131

wfp.org/independent-evaluation